

Le magazine «*Reflets*» est intégré dans les collections des Archives nationales du Sénégal et de la Bibliothèque nationale suisse

Le magazine Reflets présente à ses lecteurs et partenaires ses meilleurs vœux de bonne et heureuse année 2011!

PAGES 2 & 3

■ POLITIQUE

- Plus de 2 milliards de francs CFA de contributions suisses aux processus électoraux en Afrique en 2010

PAGE 4

■ FRANCOPHONIE

 XIII^E SOMMET DE MONTREUX :

- Cap sur le renforcement de la coopération dans l'espace francophone

DIPLOMATIE

- Le Gouvernement suisse approuve le Rapport 2010 sur la politique extérieure du pays

MEDIAS FRANCOPHONES

- Des journalistes créent un Cercle international à Cully

PAGE 5

COOPÉRATION & DÉVELOPPEMENT

- La DDC publie un rapport sur l'efficacité de son aide dans le secteur agricole

PAGE 6

EDUCATION & FORMATION

MAROC

- La Suisse lance un projet "Secouristes volontaires"

PAGE 7

ENERGIE

- Une société suisse veut relever le défi de l'énergie solaire en Afrique

PAGE 8

INTERNATIONAL

- Paix et sécurité en Afrique
Les défis en question

AGRICULTURE

PROTECTION DES DROITS DES PAYSANS

L'ONU veut mettre fin à l'expropriation de leurs terres

Par Ibrahima Cissé

L'ONU prépare une révolution pour les paysans. Elle veut les protéger contre l'arbitraire des Etats et des sociétés multinationales, qui leur arrachent leurs terres de cultures. Une violation grave du droit à l'alimentation. L'ONU veut y mettre fin.

C'est le Pr Jean Ziegler, vice-président du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme de l'ONU qui l'a annoncé au magazine Reflets. Ce Conseil des droits de l'homme vient d'élaborer un Protocole additionnel à la Convention des Nations-Unies sur les droits économiques, sociaux et culturels. S'il est ratifié, par suffisamment d'États, au moins 10, il donnera la possibilité, à des victimes de violation des droits de l'homme, de saisir directement, le Comité de l'ONU.

Jusqu'ici, seuls les États avaient cette possibilité. Mais avec le Protocole additionnel en préparation, un paysan exproprié de ses terres de culture, au profit de sociétés nationales ou multinationales, pourra s'adresser directement à l'ONU, à travers le Comité exécutif de la Convention sur les droits économiques, sociaux et culturels. Le gouvernement, ou l'entreprise, incriminé pourrait être forcé de restituer les terres à la victime. « C'est une violation du droit à l'alimentation que d'exproprier des paysans de leurs terres », a expliqué le Pr Jean Ziegler, de passage à Dakar.

Exemple patent : dans le nord du Sénégal, une compagnie française a pris des milliers d'hectares de terres aux paysans. Dans la même région, les communautés rurales subissent une pression « intolérable » de sociétés multinationales, avec le soutien de personnalités influentes dans l'appareil d'Etat.

Le Protocole est appuyé par de nombreux pays africains, tels que le Sénégal, le Mali, le Niger, contre la volonté des Occidentaux qui n'ont pas envie du tout que des paysans puis-



Un champ en préparation au Burkina-Faso

Crédit photo: www.ird.fr

sent porter plainte contre une société multinationale, a-t-il souligné. « Mais, a-t-il poursuivi, puisque le groupe afro-arabe, appuyé par le groupe latino-américain et le groupe asiatique, a la majorité des trois quarts des voix au Conseil, le Protocole a été adopté ». Le Protocole est l'œuvre des africains. Il a cependant été initié par la Via Campesina, la plus grande organisation mondiale faitière des paysans. C'est elle qui a demandé au Conseil des droits de l'homme de l'ONU, d'élaborer une convention pour la protec-

tion des droits des paysans.

Dans le cadre de ce nouveau Protocole, le Pr Jean Ziegler était venu au Sénégal, en mai 2010, pour s'imprégner de la réalité. Il s'est ainsi rendu au nord du pays, à Ross-Béthio, une commune de la région de Saint-Louis, ainsi que dans d'autres localités pour mieux comprendre, les conflits de terre entre les paysans et les Grands domaines agricoles du Sénégal.

PROCESSUS ÉLECTORAUX EN AFRIQUE EN 2010

Plus de 2 milliards de francs CFA de contributions suisses

La Suisse a contribué cette année encore, au renforcement de la démocratie en Afrique. Partout où des élections ont été organisées à travers le continent, elle a apporté un soutien, en fonction des situations.

La contribution suisse aux élections en Afrique se fait sous diverses formes : envoi d'observateurs, soutien à des organisations de la société civile, contribution aux fonds locaux de l'ONU mis en place par les représentations nationales du PNUD (Programmes des Nations-Unies pour le développement), financement d'activités d'Organisations non gouvernementales (ONG). Au total, à la fin de cette année 2010, la Suisse aura consacré une enveloppe de plus de 5,7 milliards de CHF (soit plus de 2,8 milliards de francs CFA) aux processus électoraux en Afrique. Ce montant ne tient pas en compte de l'envoi d'observateurs ou de programmes conjoints avec l'Union européenne.

Premier semestre

Au **Togo** où une élection présidentielle a eu lieu le 28 février dernier, la contribution suisse a consisté à l'envoi de six observateurs électoraux, dont quatre avec un mandat à « court terme ». Les deux autres sont restés à peu près un mois. « Ils étaient incorporés à la mission européenne », rappelle l'ambassadeur Suisse à l'époque dans le pays, avec résidence à Accra, au Ghana, M. Nicolas Lang.

Au **Soudan**, explique M. Bernhard Furger, Chargé d'Affaires a.i., pendant les élections générales du 11 au 13 avril 2010, trois observateurs suisses étaient présents. « Il s'agissait d'une observation à long terme, soit du 6 mars au 2 mai 2010, ainsi que de deux observations à court terme, soit du 2 au 24 avril 2010 », ajoute M Furger. Ces observateurs suisses faisaient partie de la mission d'observation de l'Union européenne au Soudan.

En **Ethiopie** voisine, des élections législatives y ont eu lieu en mai. Là aussi, la Suisse a envoyé deux observateurs à « long terme » et deux observateurs à « court terme » auprès de la Mission de l'Union Européenne. « C'était la Division Politique IV qui était responsable de l'envoi de ces quatre observateurs », fait observer M. Peter Reinhardt, Ambassadeur sortant de Suisse dans le pays.

Selon des informations « consolidées » du Département fédéral des Affaires étrangères sur l'ensemble des engagements suisses aux processus électoraux en Afrique, au **Burundi**, Berne contribue pour 606'000 dollars (plus de 640'000 CHF ou 308,2 millions de francs CFA) aux élections communales du 21 juin, à la présidentielle du 28 juin, aux légis-



Le Palais fédéral à Berne: Siège du gouvernement (Conseil fédéral) et du parlement (Conseil national) suisses.

islatives du 23 juillet et au sénatoriales du 28 juillet 2010 sénateurs. Cette contribution suisse s'est faite sous la forme d'envoi d'observateurs en partenariat avec l'UE, de soutien à la Synergie des Médias pour la couverture des élections (106'000 dollars ou 112'000 CHF = 53,9 millions de francs CFA) et de contribution au Fonds locale du PNUD pour le financement des élections, pour 500'000 Dollars (528'500 CHF = 254,3 millions de francs CFA).

Second semestre

Pour la première élection présidentielle pluraliste en **Guinée (Conakry)**, le 27 juin dernier, qui sera suivi d'un second tour à une date non encore fixée, et plus tard, des législatives, la Suisse y a envoyé 4 observateurs. Il s'agit de deux observateurs pour la période du 2 juin au 27 juillet, et deux autres, pour la période du 18 juin au 3 juillet, en partenariat, là aussi avec l'UE.

En plus, la division politique IV du DFAE (Département -ou Ministère- fédéral des Affaires étrangères) a soutenu des ateliers sur le thème : « La médiation dans le contexte d'élections ». Ces ateliers ont été organisés par le Projet support médiation (en anglais Mediation Support Project (MSP)). C'est un projet commun de l'organisation Swisspeace, ETH CSS) et International Alert (IA) dans quatre endroits du pays. Coût de cette opération : 49'954 CHF (plus de 24 millions de francs CFA).

Pour le reste de l'année, la Suisse prévoit des contributions aux processus électoraux suivants :

Rwanda : Soutien à la Ligue des droits de la personne dans la région des Grands Lacs : 40'000 dollars (42'329 CHF = 20,3 millions de francs CFA) ;

Tanzanie : Contribution au Fonds local du PNUD pour les élections générales en août, septembre et décembre : 1,1 million CHF (528,7 millions de francs CFA) ;

Tchad : soutien au recensement des électeurs, en septembre : 500'000 CHF (plus de 240 millions de francs CFA) et contribution au fonds local du PNUD en faveur de la société civile pour les élections d'octobre et novembre: 1 million CHF (480 millions de francs CFA) ;

Mozambique : soutien aux

organisations de la société civile en vue des élections de septembre et décembre : 200'000 CHF (96,12 millions de francs CFA) ;

Afrique du Sud : soutien au Programme régional d'études stratégiques, à la société civile pour le renforcement des capacités électORALES, durant la période du 10 juin au 9 octobre : 1,3 million CHF (624,8 millions de francs CFA).

Au **Burkina-Faso**, la Suisse a contribué pour 25'000 CHF (12,5 millions de francs CFA), à l'élection présidentielle du dimanche 21 novembre 2010. Ce financement a été versé à l'Observatoire indépendant des élections (OIE) pour la formation des observateurs, dans les communes urbaines et rurales. Selon le DFAE (Département fédéral des Affaires

étrangères), le conseiller aux Etats neuchâtelois (sénateur), Didier Berberat, y a fait le déplacement en tant qu'observateur, pour le compte de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

L'OIE est un collectif de 18 organisations non gouvernementales et non partisans, à but non lucratif, qui sont légalement reconnues. Il s'intéresse à la formation des observatrices/observateurs et des membres de l'administration électorale, à la sensibilisation des électrices et électeurs, à l'observation et à l'analyse des processus électORAUX et à toute action d'éducation civique des populations.

La Côte-d'Ivoire, un : L'Ambassadeur de Suisse en Côte d'Ivoire ainsi qu'un conseiller de l'ambassade ont participé à la mission de l'ONUCI d'observation de l'élection le jour du scrutin du 31 octobre. Dans le cadre de la mission d'observation électorale de l'Union Européenne, la Suisse a en outre déployé deux observateurs aux élections à court terme recrutés par le Département fédéral des affaires étrangères. Ils ont été engagés sur le terrain du 27 octobre au 3 novembre et leur retour en Côte d'Ivoire est prévu quelques jours avant le deuxième tour du scrutin du 28 novembre. L'Ambassade mettra à nouveau du personnel à disposition de l'ONUCI ce jour là.

En **Côte-d'Ivoire**, l'Ambassadeur de Suisse dans le pays et une conseillère de l'ambassade ont participé à la mission d'observation de l'ONUCI, des premier et deuxième tours de l'élection, le 31

octobre et le 28 novembre. Dans le cadre de la mission d'observation électorale de l'Union Européenne, la Suisse a aussi déployé deux observateurs aux élections à court terme recrutés par le Département fédéral des affaires étrangères. Ils ont été engagés sur le terrain du 27 octobre au 3 novembre. Ils sont revenus en Côte-d'Ivoire quelques jours avant le deuxième tour.

En plus, l'Ambassadeur de Suisse a « activement » participé aux activités d'un groupe restreint de chefs de mission qui a mené des consultations avec des acteurs de l'élection présidentielle. Il s'agit, entre autres, du Premier Ministre, M. Guillaume Soro, du Représentant spécial du secrétaire Général des Nations-Unies, M. Young Jing Choi, du Représentant spécial du Facilitateur, M. Boureima Badini, des trois poids lourds de la vie politique : le président sortant, M. Laurent Gbagbo, l'ancien Premier ministre Alassane Drahmane Ouattara, et l'ex-président Henry Konan Bédié. Ces contacts avaient pour but de parvenir à une transmission des résultats et d'une communication rapides et transparentes. Les activités de ce groupe continuent dans la perspective du deuxième tour.

En outre, l'entreprise suisse Crypto AG, Steinhausen (ZG), l'un des leaders mondiaux dans le domaine de la transmission sécurisée de données a joué un rôle important dans le processus comme expert indépendant.

IC

Brèves

Nouveaux ambassadeurs suisses en Afrique

M. Thomas Feller, Ambassadeur de Suisse en Bulgarie a été nommé Ambassadeur de Suisse en Algérie, en remplacement de l'Ambassadeur Jean-Claude Richard qui prendra sa retraite. L'Ambassadeur Feller prendra ses fonctions début janvier 2011.

M. Andrea Semadeni, Ambassadeur et Représentant spécial pour le Soudan et la Corne de l'Afrique, auprès de la Division politique IV, sécurité humaine près la Direction politique au Département fédéral des Affaires étrangères (ministère des affaires étrangères) à Berne, a été nommé Ambassadeur de Suisse au Ghana avec résidence à Accra. L'Ambassadeur Semadeni a pris ses fonctions mi-novembre 2010 et succède à l'Ambassadeur Nicolas Lang.

Ces changements de chefs de postes diplomatiques coïncident avec « la cadence usuelle » des transferts et font suite aux nominations effectuées par le Conseil fédéral (Gouvernement).

Lettres de créances :

L'Ambassadeur de la République Islamique de Mauritanie en Suisse (avec résidence à Genève), M. Cheikh Ahmed Ould Zahaf, a présenté ses lettres de créances le 16 novembre 2010 à Mme Doris Leuthard, Présidente de la Confédération, lors d'une audience au Palais fédéral qui a eu lieu en présence de Mme Corina Casanova, Chancelière de la Confédération. Par la même occasion, les Ambassadeurs d'Espagne, M. Miguel Ángel De Frutos Gomez, et du Nicaragua (avec résidence à Genève), M. Carlos Robelo Raffone, ont présenté aussi leurs lettres de créances à la Présidente de la Confédération.

Diplomatie militaire

L'armée sénégalaise a procédé à nombreuses affectations d'officiers dans des ambassades du Sénégal à l'étranger, en qualité d'attachés militaires. Avant leurs mutations, ils ont bénéficié d'une formation pour les préparer à ces nouvelles fonctions. La session a été organisée conjointement par l'ambassade de Suisse au Sénégal, l'Etat major général des Armées du pays et le Centre de politique de sécurité de Genève. Des officiers militaires du Mali, de la Côte-d'Ivoire, de la Gambie, du Togo, de Guinée-Conakry, du Bénin ont également participé à ce séminaire d'orientation des attachés militaires, deuxième du genre après celui de 2009. Les participants étaient des officiers militaires devant être affectés ou déjà en poste dans des ambassades de leurs pays respectifs à l'étranger. Les cours avaient pour but, de consolider les compétences des participants, tout en facilitant une compréhension « pointue » des thèmes spécifiques liés à la politique de sécurité internationale.

Pour le chef d'Etat major général des armées du Sénégal, le Général Abdoulaye Fall, ces cours du GPSP favorisent le renforcement de la paix, de la sécurité et de la coopération internationale, en mettant un accent sur les nouveaux défis du monde, notamment les tendances des politiques de sécurité et surtout les problématiques liées à la gestion et à la résolution des crises.

Selon les experts, les attachés de défense sont aujourd'hui, « un partenaire indispensable » au sein des missions diplomatiques où les dossiers liés à la sécurité humaine : terrorisme et crime organisé, commerce illégal d'armes, prolifération des armes de destruction massive, convoitise des ressources naturelles, traite des personnes, entre autres, occupent une place dominante.

lbc

PROCESSUS ÉLECTORAUX EN AFRIQUE EN 2010 (SUITE)

Interview de Mme Sara Hellmüller de Swisspeace sur la Guinée

Mme Sara Hellmüller est officier projet à Swisspeace. Elle a participé aux nombreux ateliers de formation sur la médiation électorale en Guinée, organisés sur financement du Département fédéral des Affaires étrangères. Elle parle de ce programme et de ses résultats.

Le Magazine Reflets : La Suisse, à travers votre organisation Swisspeace, a financé un projet commun (Swisspeace, ETH CSS et International Alert) en Guinée-Conakry sur "la médiation dans le contexte d'élections". Comment se présente ce projet?

Sara Hellmüller : Dans le contexte de la préparation aux élections en Guinée, en partenariat avec International Alert (IA), le "Mediation Support Project" a organisé des ateliers sur la médiation dans le contexte d'élections dans les quatre principales régions du pays : Nzérékoré, Conakry, Labé et Kankan. Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), BEFORE et le Fonds des Nations-Unies pour la démocratie ont soutenu cette initiative.

Les participants, plus d'une centaine au total, ont pu se familiariser avec le contexte juridique des élections (telle que la loi électorale et la Constitution), les théories sur les conflits, les cycles électoraux et les techniques et méthodes de la médiation. Les effets de synergie entre les experts locaux, régionaux et internationaux ont contribué à approfondir les connaissances des participants en analyse et prévention des conflits, au débat sur les mécanismes spécifiques dans ce domaine et à un échange d'expériences entre divers pays africains sur la médiation et les élections. Des experts de l'Institut électoral de l'Afrique australe (EISA) ont partagé leurs expériences tirées d'autres projets, notamment en République Démocratique du Congo.

LME : Qu'est-ce qui a motivé Swisspeace et ses partenaires à initier un tel projet?

SH : Depuis 2009, International alert et Mediation support project ont développé l'idée de tenir des ateliers en Guinée sur la médiation dans le cadre des élections. International alert disposait d'une excellente connaissance de la situation politique et des besoins au niveau de la préparation aux élections, tandis que Mediation support project pouvait apporter son expertise dans l'organisation d'ateliers de



médiation. On pouvait donc profiter de ces synergies entre les deux organisations. Le projet a été présenté à la Division politique IV (DP IV) du DFAE et discuté avec BEFORE réunissant l'expertise nécessaire pour bien juger de la faisabilité du projet. L'objectif du projet était de contribuer à des élections présidentielles, législatives et communales libres, régulières, transparentes, acceptées par tous et non violentes en Guinée. Plus spécifiquement, les ateliers visaient à

- sensibiliser les participants aux défis et enjeux des élections présidentielles ;
- introduire les participants à la méthode et aux techniques de la médiation, en particulier la médiation dans le contexte des élections et les réseaux de médiation ;
- partager les expériences et leçons apprises entre différents pays africains en matière de prévention et gestion de conflits électoraux, notamment du Kenya et de la RDC ;
- augmenter le niveau de confiance entre les acteurs à travers des exercices interactifs.

La motivation venait donc d'une part de l'analyse d'International alert du processus électoral guinéen, du potentiel que Mediation support project voyait dans la médiation en tant qu'outil pour la prévention de conflit violents, ainsi que du feedback positif des donateurs (BEFORE ; DP/IV, FNUD) et de la volonté de contribuer à des élections non-violentes en Guinée.

LME : A qui était-il destiné?

SH : Les participants ont été choisis selon des critères transparents: en fonction de leur indépendance politique, de leur bonne réputation, de leur possible rôle comme médiateur ou médiatrice et de leur capacité à bâtir des ponts dans la société. Les participants des ateliers variaient selon les localités. Pour les ateliers de Kankan, Nzérékoré et Labé, International alert avait identifié les participants en concertation avec le Conseil régional des organisations de la société civile et la Fondation internationale pour les systèmes électoraux, les partenaires de BEFORE. Pour l'atelier de Conakry, l'audience a été légèrement élargie, afin de permettre l'inclusion des commissions du Conseil national de transition, responsables des élections et de la réconciliation nationale. International alert, les Conseil régional des organisa-

tions de la société civile et la Fondation internationale pour les systèmes électoraux, les partenaires de BEFORE disposaient déjà de réseaux de contacts importants, ce qui a facilité la sélection des participants. Une attention particulière a été portée à un taux de participation des femmes qui oscillait entre 17 et 29 %.

LME : Quel a été son impact pour les populations (civiles, hommes politiques, militaires) et sur le processus électoral?

SH : Il est difficile de juger de manière fiable l'impact des ateliers sur la tenue des élections à l'heure actuelle. De par la conception des ateliers et par manque de temps, si un tel impact a eu lieu il a certainement été ponctuel. Les ateliers ont atteint 115 participants, mais ni une dissémination concrète des leçons apprises, ni une institutionnalisation des réseaux des médiateurs n'ont pu être planifiées en détail à l'heure actuelle. En définitive, les élections étaient calmes et se déroulaient dans un climat de paix, mais une crainte de violence dans la population pouvait apparemment être remarquée. Des incidents de violence sont survenus, avec des confrontations directes entre militants de différents partis, mais aussi des accidents liés à la campagne électorale. Au premier tour de la présidentielle, 22 des 24 partis politiques se sont plaints de bourrages des urnes et de fraudes. Pourtant, les observateurs de l'Union Africaine, ainsi que des ambassadeurs ont félicité la Guinée d'avoir tenu des élections pacifiques, malgré les défis logistiques et temporels. La mission de l'Union africaine n'a remarqué que trois insuffisances : la formation insuffisante des membres de bureau de vote, l'insuffisance du matériel électoral dans certains bureaux de vote, et la non-maîtrise de la procédure du vote par dérogation. Elle a parlé de "dysfonctionnements mineurs" et a reconnu que les élections ont été libres, transparentes et démocratiques.

LME : De façon générale, que

vous inspire la situation politique en Guinée?

SH : La Guinée vient de sortir d'une crise politique profonde à l'issue d'une période de plus de vingt ans de présidence de M. Lansana Conté. Ce type de transition est toujours accompagné de difficultés. Il nous semble que la Guinée s'en tire mieux que d'autres états qui ont vécu des situations similaires. La vitesse et la détermination avec laquelle M. Konaté, le Ministère de l'administration territoriale et des affaires politiques (MATAP) et la Commission électorale nationale indépendante (CENI) ont organisé les élections est remarquable. Le manque de confiance entre les partis politiques, les institutions étatiques et l'armée en particulier a été l'une des raisons majeures pour rester vigilants. En plus, les travaux les plus importants, tels que la reconstruction des infrastructures et le développement socio-économique ne pourront être entamés que par les nouvelles institutions politiques.

LME : Pensez-vous poursuivre votre action?

SH : Le suivi de ce projet en Guinée a été l'objet de discussions entre les organisateurs. Certaines mesures les plus urgentes ont déjà été prises, d'autres doivent encore être concrétisées. International alert avait planifié de présenter les résultats des ateliers à la CENI, afin de nouer des liens entre les efforts entamés par la société civile et les autorités électorales. Cette rencontre n'a pas encore eu lieu. Le Conseil Economique et Social s'est montré intéressé à voir comment les quatre groupes de participants pouvaient être institutionnalisés. En outre, le nouveau Président désignera un Médiateur de la République. International alert va le contacter pour évaluer une coopération potentielle. La décision prise par International alert et Mediation support project est d'attendre que le nouveau Médiateur de la République soit nommé avant de reprendre contact avec la CENI.

Interview recueillie par IC

GUINÉE

Un nouveau président

L'ancien opposant de longue date, M. Alpha Condé, 72 ans, a été élu président de la République de Guinée, avec 52% des voix, à l'issue du deuxième tour de l'élection présidentielle, le 7 novembre dernier. Il a été officiellement investi dans ses fonctions, mardi 21 décembre 2010, ouvrant une nouvelle page pour la Guinée. Immense pays d'Afrique de l'Ouest riche en ressources naturelles, la Guinée a eu la malchance d'être dirigée, depuis son indépendance en

1958, de mains de fer, par des régimes de dictature successifs. Il y a eu celui du civil, feu Ahmed Seckou Touré (1958-1984), puis de feu le Général Lansana Conté (1984-2008), et enfin du capitaine Moussa Dadis Camara (décembre 2008-octobre 2009). C'est un régime de transition, dirigé par le Général Sékouba Konaté, qui a conduit à la première élection démocratique pluraliste du pays, remportée par M. Condé. Treize chefs d'Etat africains, et des délégations étran-



gères, ont assisté à la cérémonie d'investiture du président Condé.

LMR

FRANCOPHONIE XIII^e SOMMET DE MONTREUX Renforcement de la coopération dans l'espace francophone

Le XIII^e Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Francophonie s'est tenu à Montreux les 23 et 24 octobre sous la présidence de Doris Leuthard, Présidente de la Confédération. Il a débouché sur la Déclaration de Montreux, un texte substantiel accompagné de 47 résolutions.

Elles portent sur : trois grands thèmes : «La Francophonie acteur des relations internationales et sa place dans la gouvernance mondiale», «La Francophonie et le développement durable : les solidarités francophones face aux grands défis (notamment la sécurité alimentaire, le changement climatique, la diversité biologique), et, enfin, «La langue française et l'éducation dans un monde globalisé : les défis de la diversité et de l'innovation».

La Déclaration de Montreux est renforcée par 9 résolutions. Elles vont de la Déclaration de Bamako, dix ans après son adoption, à celles sur les inondations récurrentes dans de nombreux pays de l'espace francophone, en passant par celles sur les situations de crise, de sortie de crise et de consolidation de la paix dans l'espace francophone, de la reconstruction d'Haïti, sur le renforcement de la coopération entre les Etats, afin de lutter contre les faux médicaments et les produits médicaux falsifiés, pour renforcer la coopération internationale pour lutter contre la criminalité transnationale organisée.



Cérémonie de clôture du XIII^e Sommet de la Francophonie à Montreux. Credit photo: DFAE/Nicolas Spuhler

La Suisse s'est félicitée des résultats « concrets et constructifs » atteints dans le cadre du Sommet, qui a également ouvert ses portes à la population à travers de nombreuses manifestations thématiques, littéraires et culturelles. Le Secrétaire général de la Francophonie Abou Diouf a été élu pour un troisième mandat de quatre ans. Le prochain Sommet de la Francophonie sera accueilli par la République Démocratique du Congo en 2012.

Réunies pendant deux jours à Montreux sous la présidence de Mme Doris Leuthard, Présidente de la Confédération, les délégations du XIII^e Sommet de la Francophonie, dont quelque 40 étaient représentées par des chefs d'Etat et de gouvernement, ont adopté la Déclaration de Montreux accompagnée de plusieurs résolutions. Ce texte concrétise les discussions qui ont porté sur les « Défis et visions d'avenir pour la Francophonie », déclinées en trois thématiques : la Francophonie acteur des relations internationales et sa place

dans la gouvernance mondiale, la Francophonie et le développement durable et la langue française et l'éducation dans un monde globalisé.

Le XIII^e Sommet salue la création, sous l'impulsion de la Suisse, d'un Réseau d'excellence des sciences de l'ingénieur de la Francophonie (RESCIF) sous la houlette de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), ainsi que la formation de groupes d'ambassadeurs francophones appelés à coopérer avec les institutions et les acteurs partageant les objectifs de la Francophonie. La Suisse se réjouit des discussions concrètes et constructives qui ont animé le XIII^e Sommet de la Francophonie et permis aux Etats et gouvernements membres de partager leurs pratiques en matière de démocratie, de droits et de libertés. La Francophonie est un espace de consultation, de concertation et d'influence utile à l'appréhension de défis communs grâce à la langue et la culture francophones communes.

LMR

DIPLOMATIE LE GOUVERNEMENT SATISFAIT Il approuve le Rapport sur la politique extérieure 2010

Lors de sa séance du 10 décembre 2010, le Conseil fédéral a approuvé le Rapport sur la politique extérieure 2010, qui donne une vue d'ensemble de la politique étrangère suisse.

Le rapport montre notamment l'influence que peut avoir la Suisse dans le contexte mondialisé d'aujourd'hui et les instruments dont elle dispose pour ce faire. De plus, ce document complet rend compte des principales activités de la Suisse en matière de politique extérieure de mi-2009 à mi-2010.

Les évolutions et les défis mondiaux que le Conseil fédéral a présentés dans le Rapport sur la politique extérieure de l'an dernier se sont confirmés, notamment le déplacement des pôles d'influence économique et politique vers l'Asie, la complexité et les interdépendances des crises mondiales ainsi que les changements climatiques planétaires. La Suisse a réagi à ces tendances, elle a joué son rôle au sein de la communauté internationale et consolidé son réseau. Elle a œuvré pour résoudre des problèmes dans différentes régions du monde et a ainsi renforcé son engagement en matière de politique extérieure, lequel repose sur une politique de défense bilatérale et multilatérale des intérêts et sur la volonté d'accroître son influence. Située au cœur de l'Europe, la Suisse est étroitement liée à l'évolution que connaît le vieux continent. Le Rapport sur la politique extérieure 2010 affirme qu'à l'avenir, les relations avec les pays extra-européens gagneront elles aussi en importance, en raison des nouveaux rapports de force dans le monde et de la montée en puissance des pays émergents. Aujourd'hui, la plupart des prob-



lèmes de politique extérieure dépassent les possibilités d'un simple Etat et doivent donc être abordés conjointement avec d'autres pays et faire l'objet d'une réflexion collective de l'ensemble de la communauté internationale. Le rapport présente les défis auxquels fait face la politique étrangère suisse et les solutions qu'elle propose, notamment dans les domaines de la politique financière et économique internationale, de la sécurité humaine et des migrations ainsi que de la coopération pour le développement. Concilier autodétermination nationale et nécessité de coopérer avec l'étranger est, selon le rapport, l'un des défis centraux que devra relever notre politique extérieure. Pour le Conseil fédéral, il est possible de préserver la souveraineté nationale tout en affirmant son influence sur la scène internationale. La coopération internationale, loin d'être synonyme de dépendance et de perte de souveraineté, représente avant tout une chance de défendre ses propres intérêts de manière responsable. Comme le conclut le Rapport sur la politique extérieure 2010, il est donc primordial qu'au travers de ses activités internationales, la Suisse fasse tout ce qui est en son pouvoir pour étendre son influence dans le monde.

LMR (DFAE)

MÉDIAS

RENCONTRE DE JOURNALISTES FRANCOPHONES À CULLY (SUISSE) Un Cercle international et un poste d'observateur des langues mis en place

A l'initiative de l'Association des journalistes suisses de langue française (ASJLF), une trentaine de journalistes francophones de 16 pays d'Europe, d'Afrique, et du Canada-Québec, se sont rencontrés pendant trois jours (18-21 octobre dernier) à Cully, près de Lausanne, en Suisse pour débattre de problèmes liés à leur profession.



M. Daniel Favre, président de l'ASJLF. Credit photo: Monique Brassay

Les assises ont eu lieu à la veille du XIII^e Sommet de la francophonie à Montreux (22-24 octobre). Elles ont abouti à la mise en place d'un cadre informel d'échanges d'information et d'expérience, dénommé «Cercle international de journalistes francophones», ainsi que d'un poste «observateur des langues». Sa mission : analyser les usages linguistiques en vigueur, dans les organisations internationales, particulièrement du système des Nations-Unies, basées à Genève, dans

un premier temps. Plus tard, cette expérience pourrait être élargie à d'autres carrefours internationaux comme New-York, Bruxelles, Addis-Abeba. Au nombre des problèmes brûlants évoqués par les participants, figurent, entre autres, la situation et de la véritable «indépendance» de la presse dans le monde. Après un tour d'horizon «critique», ils sont arrivés à la conclusion que dans tous les continents, la situation de la presse est «assez sombre». Partout, elle subit de fortes pres-

sions économiques et politiques, souvent même «impitoyables», allant jusqu'à l'emprisonnement. Dans les démocraties «mieux établies», les tentatives de corruption, sous forme de publicité déguisée sont nombreuses. Sur un autre plan, ils ont fait le point sur la cohabitation entre médias traditionnels (journal sur papier, agence de presse, télévision, radiodiffusion) et l'information diffusée par Internet, sous diverses formes : ordinateurs, téléphone. A ce sujet, ils ont relevé que de nombreux diffuseurs hésitent et font des expériences pratiques dont les enseignements ne sont pas encore clairs. Pour Daniel Favre, président de l'ASJLF, en organisant cette rencontre, l'association a voulu réunir des journalistes d'une vingtaine de pays pour réfléchir de manière «assez approfondie», sur certains grands problèmes de l'heure de la profession. «Constatant l'augmentation et la montée de l'anglais dans

les organisations internationales, nous avons décidé de créer un poste d'observateur auprès de l'ONU, à Genève, pour qu'il puisse suivre l'évolution du français par rapport aux autres langues à l'ONU, et pouvoir faire des rapports sur la base de constats vus par un journaliste», a-t-il précisé au magazine Reflets. «Nous sommes extrêmement contents parce que, c'était une rencontre de réflexion très intéressante qui va pouvoir faire avancer le débat sur les grandes questions qui touchent la presse», a-t-il ajouté. Gilbert Lavoie, du quotidien québécois, «Le Soleil» de Montréal, a salué cette «première». «C'est, en effet la première fois, à l'occasion d'une réunion internationale officielle de la francophonie ou du G8, qu'a précédé une réunion de plus de deux jours, des journalistes de pays francophones», a-t-il rappelé. Selon lui, la rencontre de Cully, pendant trois jours, a été l'occasion, pour les participants, de se connaître, d'échanger beaucoup en profondeur. «C'est mieux que lorsqu'on se rencontre une première fois». Sur le plan professionnel, cette réunion a permis d'apprendre beaucoup de choses. C'est aussi l'avis de Daniela Coman de Roumanie.

Journaliste à la rédaction des informations de la radio nationale, et collaboratrice d'un magazine francophone du pays, elle a estimé aussi que Cully a été une rencontre «très intéressante». «C'est très enrichissant d'avoir eu à partager des expériences professionnelles avec les confrères et consœurs d'autres pays francophones du Canada, de l'Afrique, du Moyen-Orient, et de l'Europe», a-t-elle fait remarquer. De l'avis du burundais Athanase Karayenga, c'est une appréciation «très positive». D'abord, il y a eu la qualité de l'organisation qui a été «parfaite, par nos amis suisses», ensuite, l'occasion qui a été donnée et la facilité d'échanger. Les organisateurs ont pensé à des sujets et à un programme de discussions «très pertinents», de telle sorte que quelque soit le pays et le continent d'origine, «nous nous sommes tous retrouvés, sur la même ligne de réflexion, d'interrogation, des mêmes défis». «C'est impressionnant de voir que les défis auxquels sont confrontés les journalistes du Nord et du Sud sont les mêmes : mêmes analyses, mêmes moments d'humour et de réflexion, mêmes contraintes (...)

IC

RAPPORT DE LA DDC SUR LE SECTEUR AGRICOLE

La coopération suisse fait mieux que les autres dans ce domaine

Entre 2003 et 2008, la coopération suisse au développement a investi 1.189 milliard de CHF (plus de 629 milliards de francs CFA) dans le secteur de l'agriculture. Cet engagement, qui s'adresse aux populations rurales des pays pauvres, atteint des résultats, indique le « Rapport sur l'efficacité de la coopération suisse au développement dans le secteur de l'agriculture 2010 ».

Selon le document, Contrairement à beaucoup d'autres pays donateurs, la Suisse a même renforcé son activité dans ce domaine au cours des vingt dernières années. Cet engagement est motivé par le double constat pour elle, que la pauvreté reste généralisée dans les zones rurales en dépit d'une urbanisation croissante des pays en développement, et que l'agriculture est le principal moteur potentiel de croissance pour les nations les moins avancées. Le rapport atteste que les fonds de la coopération suisse au développement, consacrés au secteur agricole de 2003 à 2008, ont été investis à bon escient.

L'engagement suisse en faveur d'une réduction de la pauvreté, d'une meilleure sécurité alimentaire et d'une plus grande durabilité de la croissance économique a ainsi porté ses fruits. Les résultats du rapport sont été répartis dans quatre domaines thématiques:

1. Augmentation de la production et de la productivité

Les interventions – cofinancées par la Suisse – des quatre organisations internationales analysées dans le présent rapport ont amélioré la situation économique de 14 millions de personnes. Un résultat rendu possible grâce à une recherche et un appui-conseil innovants, proches de la réalité, qui ont permis la culture de produits de meilleure qualité.

2. Amélioration des conditions cadres de politique commerciale

Les pays, les entreprises et les producteurs ont bénéficié d'un meilleur accès aux marchés internationaux. D'innombrables petites entreprises ont profité de nouvelles opportunités de commercialisation sur des marchés de niche intéressants. La Suisse est devenue – avec l'Allemagne – le principal pays donateur dans le domaine de la promotion de standards volontaires de développement durable (labels), à l'instar du commerce équitable et de la production biologique.

3. Amélioration des filières entre « producteurs et con-



sommateurs »

La coopération des paysans, des négociants, des importateurs, des détaillants, de la société civile et d'autres acteurs a été optimisée, en mettant l'accent sur une forte responsabilité individuelle. Les interventions analysées ont permis à 1.3 million de familles de paysans de tirer profit de marchés locaux et internationaux.

4. Atténuation des crises alimentaires

La coopération suisse lutte contre la sous-alimentation et contribue, à travers des mesures de réduction des risques de catastrophes et de prévention des crises, à améliorer la sécurité alimentaire sur le long terme. Selon les cas, la Suisse fournit une aide alimentaire directe, finance des actions du

Programme alimentaire mondial des Nations Unies et d'autres organisations partenaires ou soutient les populations en détresse de manière ciblée au moyen de contributions en espèces destinées à couvrir les besoins alimentaires individuels ou d'autres nécessités. Chaque année, elle porte ainsi secours à plusieurs millions de personnes confrontées à des situations critiques.

Mise en évidence des relations entre les prestations et les effets

Le met clairement en évidence les relations complexes entre les prestations fournies, les effets et d'autres facteurs d'influence externes en montrant les chaînes de résultats. Il fait aussi ressortir la nécessité d'améliorer encore davantage la qualité des données servant à mesurer l'efficacité.

Poursuivre le développement de l'aide

L'engagement de la Suisse se répartit comme suit : 937 millions de CHF (493,3 milliards de francs CFA) ont été consacrés à des actions bilatérales et 252 millions de CHF (132,6 milliards de francs CFA) au soutien d'organisations multilatérales.

Le rapport montre comment, dans quelques pays (Burkina Faso, Mali, Madagascar, Mozambique, Afrique du Sud, Soudan, Bolivie, Nicaragua, Pérou, Arménie, Kosovo,

Roumanie, Inde, Laos, Vietnam et Mongolie), la Suisse définit ses orientations, tout en renforçant, dans le même temps, l'efficacité à travers des organisations multilatérales et des programmes multilatéraux, tels que le CGIAR (Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale), le FIDA (Fonds international de développement agricole), le PAM (Programme alimentaire mondial) ou la Banque mondiale. Les interventions analysées dans le document montrent que la coopération suisse au développement a atteint ses objectifs dans le secteur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, même s'il existe un potentiel d'amélioration, notamment en ce qui concerne l'implication des femmes dans les projets. Dans le cadre des négociations agricoles, la Suisse doit en outre poursuivre son engagement en faveur d'une libéralisation des marchés qui tienne compte des intérêts de tous les membres de l'OMC (Organisation mondiale du commerce). En siégeant dans les principales institutions multilatérales et les réseaux internationaux, la Suisse prend la responsabilité d'y partager les expériences qu'elle recueille à la faveur de son engagement durable dans le secteur de l'agriculture.

LMR

Un «couteau suisse» pour l'eau et l'approvisionnement sanitaire de base dans les PVD

La DDC (Direction du développement et de la coopération) s'est jointe à un groupe de 16 partenaires internationaux pour cofinancer une boîte à outils «Sustainable Sanitation and Water Management Toolbox». Elle est destinée à améliorer, de façon globale, l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement durable dans les pays en voie de développement (PVD).

En fait, dans ces pays, les populations suivent les principes d'une utilisation durable de l'eau et des eaux usées, qui sont deux éléments indissociables. Cela est dû à la méconnaissance du traitement de l'eau et des eaux usées dans les pays en développement, entraînant d'importants problèmes sanitaires. C'est la société suisse SEECON SARL qui a conçu cette boîte à outils, afin, dit-elle, d'apporter des réponses «exhaustives» aux questions relatives à la gestion durable de l'eau et des eaux usées, en mettant l'accent sur la mise en place de cycles fermés de l'eau et des nutriments au niveau local. Elle est destinée aux différents utilisateurs : ONG (Organisations non gouvernementales), bureaux d'étude, organisations de développement, etc. Chacun d'entre eux y trouve des informations spécifiques sur la manière d'aménager localement une gestion durable de l'eau et des eaux usées.

La boîte à outils donne un aperçu des différentes solutions envisageables. Elle accorde la même importance tant aux mesures techniques qu'aux processus d'apprentissage comportemental. Qui plus est, elle est utilisée régulièrement par de nombreuses organisations dans les pays en développement comme support didactique lors de cours axés sur la pratique.

Il existe davantage de téléphones mobiles

que de toilettes dans le monde. Pour près d'un milliard de personnes, l'accès à de l'eau

propre reste un vœu pieux.

LMR (Source : DDC)

TUNISIE

LUTTE CONTRE LA DÉSERTIFICATION

Projet suisse de biomasse combustible de 865,9 millions de CHF

Le gouvernement tunisien et le groupe suisse Global Wood holding (GWH) ont signé, le 18 décembre 2010, à Tunis, un accord de production et d'utilisation de la biomasse pour la lutte contre la désertification dans le sud du pays.

D'un coût de 900 millions d'euros (865,9 millions de CHF ou 455,4 milliards de franc CFA), ce projet totalement exportateur permettra la création de 45.000 emplois permanents au cours des 15 prochaines années. Il consiste en la plantation d'acacias sur une superficie de 160.000 hectares dans le gouvernorat de Tataouine et la mise en place d'une infrastructure de base propice à l'exploitation, la transformation, le transport, le stockage, et l'exportation du bois de ces arbres en vue de fournir des sources d'énergie propre.

Ce projet érigera des barrières naturelles à même de réduire la progression de la désertification et de limiter les émissions du dioxyde de carbone dans la région méditerranéenne. Il prévoit la construction d'une unité de stockage, de coupage, de broyage et de compactage de bois, la création d'une station de dessalement d'eau de mer et/ou de traitement des eaux usées en plus de la création d'une ligne ferroviaire reliant le site à la ligne ferroviaire Gafsa-Gabès-Zarzis.

Les arbres seront coupés tous les trois ans, selon les estimations de l'entreprise, l'objectif étant d'atteindre une production de 6 millions de tonnes, destinées à l'exportation et devant générer des recettes de l'ordre de 300 millions de dollars (151,8 milliards de francs CFA ou 288,6 millions de CHF).

Des études réalisées au cours de la phase d'expérimentation (2008-2010) ont montré la capacité de l'acacia à s'adapter aux conditions climatiques du Sud de la Tunisie. Le groupe entamera la deuxième phase expérimentale au cours de la période (2011-2013), sur une superficie de 5.000 hectares. Une fois que les résultats de cette deuxième phase se révèlent positifs, GWH obtiendra l'autorisation de l'Etat pour poursuivre la plantation des 155.000 hectares restants. Un comité mixte de pilotage, qui aura pour mission de veiller à la bonne réalisation des études et au suivi du projet, sera créé au cours de la prochaine période.

Global Wood Holding est l'un des plus importants trader mondiaux de biomasse combustible. Son capital s'élève à 250 millions d'euros (315,5 millions de CHF ou 163,9 milliards de francs CFA).

AFP

MAROC

PROTECTION CIVILE

Le projet des Secouristes volontaires de proximité prend de l'ampleur

Dès janvier 2011, les volontaires recevront une formation à Meknès, Moulay Yacoub et Sefrou. Cela fait deux ans que le projet des Secouristes volontaires de proximité (SVP) a été mis sur pied à Fès. Depuis, il ne cesse de s'agrandir au Maroc.

«Au départ, l'action a été menée dans trois quartiers de la médina de Fès en 2009, puis dans cinq quartiers en 2010. Devant le succès de l'initiative, les formations débuteront en janvier dans 4 nouveaux quartiers à Fès, 3 quartiers à Meknès, 2 à Sefrou, 1 à Moulay Idriss Zerhoun et 1 à Moulay Yacoub», s'est réjoui Fabrizio Poretti, Conseiller à l'Ambassade de Suisse à Rabat et responsable de la Direction du développement et de la coopération (DDC). Il était présent le jeudi 16 décembre à Meknès lors du lancement du projet.

Médinas vulnérables

Dans le cadre de la coopération entre l'ambassade de Suisse et le ministère marocain de l'Intérieur, la DDC soutient la Direction de la protection civile (DPC) du pays, afin de renforcer ses capacités d'intervention et de sauvetage de la population, lors de catastrophes naturelles, telles que les inondations, les effondrements de construction ou encore les risques d'incendie. En effet, les zones couvertes contiennent un patrimoine culturel riche et ancien où les infrastructures sont vulnérables et la structure architecturale rend extrêmement difficile l'accès des secours aux victimes.



Equipe de la protection civile au Maroc

Les médinas de Fès et de Meknès sont classées au patrimoine mondial de l'UNESCO. Elles ne disposent ni de plan d'urgence, ni de moyens d'intervention rapides.

356 volontaires entraînés

A Fès, huit conteneurs de matériel d'intervention sont maintenant implantés dans 8 quartiers de la Médina et jusqu'à présent 356 volontaires (dont 34% de femmes) ont été entraînés et qualifiés par des spécialistes. «Ces volontaires reçoivent une formation de 7 modules dispensés par des experts de la Protection civile, l'ADER (Agence pour la dédensification de la Médina de Fès) et une psychiâtre. A la fin, ils reçoivent un diplôme et sont capables d'intervenir sur place immédiatement, après une catastrophe, en attendant les équipes professionnelles de sauvetage», explique encore Fabrizio Poretti. L'objectif est de mettre en place un système d'intervention spécifique pour les médinas, de sensibiliser leurs populations aux

risques liés aux catastrophes, et d'améliorer la collaboration et la communication avec la protection civile et les divers partenaires de projet SVP.

Efficacité reconnue

A Fès, Ahmed Dahmani coordonne le projet SVP avec les autorités locales, la PC ainsi que les associations locales. En novembre 2010, lors des dernières inondations, ces

acteurs se sont rencontrés en urgence, afin de mettre en place une stratégie d'intervention. «Des cellules de veille mobiles, composées de 55 volontaires ont été mises sur pied. Ces volontaires étaient tout de suite opérationnels pour observer le débit des rivières, essayer les pompes à eaux. Une surveillance de veille téléphonique a également été mise en place entre les paches, les caïds, les chefs des groupes SVP et le colonel de la PC», s'est félicité Ahmed Dahmani.

Pour le wali de la région de Meknès- Tafilalet et le gouverneur de Meknès, Mohamed Faouzi, cette initiative est porteuse d'une valeur ajoutée sur les plans d'intervention élaborés par le gouvernement, notamment le plan de secours lors des catastrophes et le schéma directeur de lutte contre les incendies de forêts.

Laurence Bron

Stagiaire volontaire Ambassade de Suisse au Maroc

EDUCATION

DES SUISSES AU SECOURS D'UNE ÉCOLE RURALE DU SÉNÉGAL

Plus de 4.000 articles scolaires aux élèves de Médina-Mary

Les sociétés suisses, Medianovis, basée à (Kilcheberg canton de Zurich) et Alive Media (Zurich) ont offert un lot de 4.036 fournitures scolaires à l'école élémentaire de Médina-Mary, située à environ 600 km au sud du Sénégal, dans le département de Vélingara. Une association française, «Amitié Yvré-



Afrique» s'est jointe à cette opération. Sa présidente, Mme Nadine Jolu, enseignante, entretient une correspondance scolaire depuis trois ans, avec l'école de Médina-Mary.

Le don est composé de cahiers, crayons, et divers autres petits matériels scolaires. Il permettra aux quelque 500 élèves de Médina-Mary et des autres écoles voisines, d'étudier cette année à l'abri de certains besoins matériels. Il est arrivé au bon moment pour eux. Leurs parents n'avaient pas encore vendu leurs récoltes d'arachide, leur seule ressource économique. De ce fait, il leur était difficile de trouver de l'argent pour acheter des fournitures scolaires aux enfants. Du coup, ceux-ci étaient dans le désarroi. Alors que l'année sco-

laire avançait, ils n'avaient pas encore commençait les cours faute de cahiers, bics, etc. En 1998 déjà, le directeur de Medianovis, M. René Grossenbacher, avait apporté une première aide à l'école de Médina-Mary. Depuis, l'établissement a bénéficié de nombreux soutiens matériels et financiers pour la cantine scolaire, de la part d'mis suisses et français.

L'école de Médina-Mary est une école centre. Elle est la référence pour les écoles des villages voisins, qui se retournent vers elle en cas de besoin. Elle a instauré dans la zone une véritable solidarité scolaire. Elle enregistre chaque année, de bons résultats aux examens de passage du primaire au secondaire. Ce qui a poussé Seckou Cissé, représentant de l'Union des parents d'élèves des écoles de Médina-Mary et voisins, a plaidé pour l'implantation d'un collège dans la localité. Cela permettra de lutter contre le phénomène des abandons scolaires, en permettant aux élèves de pouvoir poursuivre leurs études secondaires dans leur localité, sans être coupés de leurs familles.

lbc

SÉNÉGAL

LE ROTARY CLUB DE MORGES INAUGURE DES SALLES DE CLASSE AU LYCÉE DE SANDIARA

Un partenariat de plus en plus dynamique

Sandiara, une localité du Sénégal d'environ 23'500 habitants, à l'est de Dakar, a inauguré le 3 novembre dernier, six nouvelles salles de son lycée. Elles ont été construites et équipées grâce au soutien de partenaires suisses, dont le Rotary Club de Morges.

Depuis une dizaine d'années que ce partenariat dure, de nombreuses actions ont été réalisées. Au nombre de celles-ci figurent l'équipement d'une salle informatique, la réfection d'un terrain de basketball pour les quelque 1600 élèves du lycée mixte (collège et lycée). Au total, explique Sérigne Diop, un responsable du groupe Nestlé qui a noué ce partenariat, ce sont plus de 250 millions de francs CFA (plus de 470'000 CHF) que les partenaires ont investi pour aider à l'amélioration des conditions d'étude des élèves et de travail des professeurs, dans le lycée mixte de Sandiara, depuis son ouverture en 2001. Grâce à cet investissement, les élèves de l'établissement étudient dans des conditions de loin meilleures que partout ailleurs au Sénégal. Qui plus est, des milliers d'enfants du terroir, arrivent

ainsi à étudier chez eux, entre leurs parents, du cycle primaire à la fin du secondaire, sans avoir à y quitter. Ce qui donne plus de chance de succès aux examens. Selon des statistiques, aux derniers examens du brevet de fin d'études du second cycle, le lycée mixte de Sandiara a enregistré un taux de réussite de 56%. «C'est bien, mais peut mieux faire. Avec les conditions d'études dans le lycée mixte, il est même possible de faire 70 à 80% de réussite», a estimé Alioune Ndiaye, directeur de cabinet du ministre sénégalais de l'Éducation, en inaugurant les nouvelles salles de classe. Compte tenu de ces bonnes conditions, «il faut que les résultats suivent», a-t-il préconisé, tout en plaidant en faveur d'une «synergie» entre élèves, partenaires et enseignants pour atteindre cet objectif. Avant lui, Roland Viotti, Chargé d'Affaires de l'ambassade de Suisse a rappelé l'importance de l'éducation, notant que «jeunesse bien formée est la colonne vertébrale d'une société saine».

lbc

Interview du représentant des partenaires suisses

Représentant Suisse

Pour nous, c'est un événement qui a beaucoup d'importance pour deux raisons. D'abord, il confirme la pérennité de notre soutien, ensuite, il ouvre des perspectives futures pour notre soutien dans d'autres domaines. Puisque le soutien pédagogique est du domaine de l'Etat, nous ne pouvons intervenir que dans les domaines annexes et utiles.

Quelle appréciation avez-vous de ces quelques années de partenariat avec le lycée mixte de Sandiara?

Il devient positif. D'abord, dans le cadre d'un travail avec le Rotary Club de Morges qui a financé un certain nombre de salles de classe, la création d'une cantine, l'arrivée de l'eau, la plantation d'arbres, l'envoi d'ordinateurs. Bref, le Rotary Club de Morges a amené toute une infrastructure assez importante. Ensuite, au-delà de l'aide du Rotary qui dure trois ans en général, ce sont des rotariens, c'est-à-dire des membres du Club qui ont poursuivi, comme s'il y a un Club de «sandiaris» qui continuent de travailler pour l'école de Sandiara. Maintenant, la question qui se pose, c'est un petit projet qui n'a pas de fin. Il y a un déficit de 10 classes. A supposer qu'on comble ce déficit, l'année prochaine, il y aura encore un déficit de 12 classes. Il en est ainsi des bonnes actions. Lorsqu'il y a un succès de cette nature, il faudrait qu'il y ait des milliers d'initiatives du genre de Sandiara dans toute l'Afrique.

Quelles sont les perspectives du partenariat?



La perspective la plus précise est celle de développer l'enseignement professionnel. Le problème de la formation générale qui abouti à un baccalauréat et à des études universitaires est bien, mais les débouchés sont peu, car, les licences universitaires ont peu de débouchés. Il faut développer un niveau de professionnalisation de qualité supérieur à l'apprentissage, en développant par exemple, dans le domaine technique, de petites facultés technologiques.

Ce sera votre prochaine étape?

Je ne peux pas le dire aujourd'hui. Il faut d'abord voir quels sont les problèmes qui se posent. Autrement dit, il faut assurer ce que nous avons aujourd'hui. Si nous allons trop vite, nous cassons tout, la machine s'emballer et tout explose. Les prochaines années nous permettront de gérer les acquis et le quotidien. Il y a par exemple le problème de l'absence de l'eau dans le lycée qui n'est pas réglé. Depuis une année, ce problème se pose, nous ne comprenons pas qu'on ne puisse pas le régler.

Propos recueillis par lbc

Le magazine "Reflets"

est publié par

Médiafric Sarl

ISSN 0851- 9625

Allées Robert Delmas

Résidence Hôtel de Ville

2ème étage

BP 21024

15524 Dakar-Ponty

(Sénégal)

Tél. : +221 842 63 53

Mobile: +221 668 57 26

E-mail :

mediafric@romandie.com

Directeur de la publication

Ibrahima Cissé

Conception: Amath GUEYE

Impression :

Avitech Impressions

Téléphone : +221 33 820 92 91

Distribution : Adp

Energie

PROMOTION DE L'ÉNERGIE SOLAIRE EN AFRIQUE

Solar4theworld SA veut relever le défi

Société suisse spécialisée dans l'énergie solaire, basée à Muntelier, dans le canton de Fribourg, Solar4theworld cherche à relever le défi de l'électrification rurale dans les pays du tiers-monde. Avec une équipe d'entrepreneurs expérimentés, elle a transformé durant les deux dernières années l'idée « solutions énergétiques pour pays en développement » en un modèle d'affaires. Interview de son CEO ou président directeur général, M. Urs Grossenbacher.

Le magazine Reflets : Comment est né ce projet ?

Urs Grossenbacher : En tant qu'entrepreneur et chef de projet au bénéfice d'une très grande expérience dans les secteurs profit et non profit, j'ai réalisé que beaucoup de personnalités à succès cherchent à satisfaire leurs besoins sociaux grâce à des actions philanthropiques. Si le concept est en harmonie avec leurs idées, ils sont prêts à investir du capital.

LMR : Qu'est-ce qui vous a incité à attaquer un tel projet et pourquoi avez-vous choisi une installation solaire ?

UG : Ces dernières années, j'ai beaucoup voyagé en Afrique de l'ouest. Ce qui m'a particulièrement frappé, c'est le fait que beau-

coup de villages n'ont pas accès à l'électricité. Or, sans électricité, il est difficile pour les hommes et les femmes de contribuer au développement social et économique d'un pays. Le soleil, en tant que source d'énergie, représente le futur pour l'Afrique. De l'énergie « propre » signifie développement. Développement signifie apprentissage, formation, information et communication, promotion sociale et économique ainsi que l'égalité des chances envers les hommes et les femmes qui disposent déjà de l'électricité.

LMR : Vous avez déjà visité le village de Louly Ndià au Sénégal. Pouvez-vous nous donner une brève description générale du village et comment décrivez-vous la vie quotidienne des villageois ?

UG : Le village de Louly Ndià est situé à environ 80 km au sud de Dakar. Il est traversé par une route de transit vers la Gambie, le Mali et la Guinée-Conakry. Nous nous sommes déjà rendus plusieurs fois dans le village et nous nous sommes penchés, d'une façon intensive, sur les habitants et leurs besoins individuels. Nous avons été très impressionnés par leur conception de la vie même si, malgré le fait qu'ils sont satisfaits de leurs vies, ils aimeraient tout de

même donner à leurs enfants, la possibilité d'accéder à un développement moderne, social et économique. C'est la seule façon de créer des emplois et d'empêcher la migration vers les villes. Le village est dirigé, d'une façon très disciplinée et hiérarchisée, par le chef de village et son conseil. Des enquêtes approfondies ont montré qu'environ 750 personnes vivent dans le village. Leurs activités sont limitées à l'agriculture, l'arboriculture et l'élevage. L'électricité leur permettrait d'ouvrir d'autres commerces.

LMR : Dans quelles mesures êtes-vous en contact avec les autorités nationales, régionales et locales ? Bénéficiez-vous de leurs soutiens ?

UG : Nous sommes en contact très étroit avec les autorités compétentes en Suisse comme au Sénégal. L'enthousiasme pour notre idée est très grand. Au Sénégal, grâce au gérant de notre filiale à Dakar, la société Yougouro Développement, Réalisation et Services Sarl, M. Youssoupha Ndiaye, nous sommes en contact régulier avec les responsables du village et les informons régulièrement du développement du projet.

LMR : Qui est responsable pour l'installation du projet solaire, de l'exploitation, de la



maintenances et du financement de la centrale solaire insulaire ?

UG : La société solar4theworld réalisera le projet pilote par ses propres moyens, en collaboration avec les fournisseurs sélectionnés et l'exploitera pour le compte du village. En collaboration avec notre gérant à Dakar, nous allons surveiller toute l'installation et en assurer la maintenance. L'électricité sera payée par les villageois par l'intermédiaire de cartes prépayées. De ces recettes, administrées conjointement, la maintenance, l'amortissement et les investissements futurs pour le développement du village, seront payés et comptabilisés.

LMR : Ce genre d'installations solaires permettent-elles aux habitants des villages voisins, en cas d'intérêt, de s'y raccorder et de les exploiter conjointement ?

UG : Oui, c'est l'un des nombreux avantages de ces installations solaires insulaires. Elles peuvent être agrandies à tout moment.

D'autres sources d'énergie comme le vent, l'eau ou la biomasse peuvent être intégrées.

LMR : Quelle est la philosophie derrière ce projet ? Quelles sont les raisons personnelles qui vous ont poussées à faire à attaquer un tel projet ?

UG : J'ai toujours été dérangé par le fait que, partout et d'une façon intensive, l'on discute des problèmes mais peu des solutions possibles. Il existe aussi des solutions qui partent de bonnes intentions mais qui ne s'orientent pas aux causes des problèmes. Notre projet a de nombreuses approches qui montrent, à mon avis, le chemin à prendre en combinant le climat, l'environnement, le développement économique et l'équilibre social.

En réalisant notre projet pilote, nous pourrions démontrer un modèle de développement durable d'un village qui peut ensuite être mis en œuvre dans divers pays en développement. La seule chose qui manque c'est le financement. La création de la fondation des 40 milliardaires qui investissent chacun la moitié de leur fortune dans des projets philanthropiques et le discours inaugural de Josef Deiss auprès de l'Organisation des Nations Unies (ONU) concernant la lutte contre la pauvreté nous donnent la confiance nécessaire. Nous espérons que notre projet, lui aussi, trouvera un partenaire tourné vers le social et financièrement solide.

Interview recueillie par lbc

Brèves

L'association Mail-Mali à Neuchâtel a célébré 15 ans de récolte de fonds pour lutter contre l'analphabétisme et la famine au Mali. Pour présenter ses activités au public et marquer cet anniversaire, l'association a organisé, une exposition au Péristyle de l'Hôtel de Ville à Neuchâtel, pendant une semaine, du 4 décembre 2010. Des artistes maliens et neuchâtelois ont présenté leurs œuvres, à cette occasion. Mail-Mali a organisé un spectacle de marionnettes à la Promenade à Neuchâtel, et un concert d'orgue à la chapelle de La Maladière. L'Association Mail-Mali a pour but de récolter des fonds pour financer des infrastructures scolaires ou sociales au Mali. Association indépendante, elle collabore notamment avec la Fondation ESRN (Ecole secondaire régionale de Neuchâtel) Mail-Mali à laquelle elle verse des fonds. Source : rtn.ch

Libreville va se doter d'un nouveau marché Un groupe d'architectes Suisse (Webcor) a présenté, mercredi 8 décembre 2010, deux avant-projets liés à la construction du plus grand marché de la commune de Libreville dans la zone de l'ex-gare - routière et du jardin de la Peyrie.

Les deux maquettes, véritables chefs d'œuvres ont été respectivement présentées par des architectes Suisses et Sud-africains. La première maquette, entièrement européenne, ressemble beaucoup plus aux grands marchés européens tandis que la seconde, comparée aux champs Elysées, selon les concepteurs, tient compte de la situation géo-

graphique et culturelle du Gabon. La présentation, faite sur vidéo projecteur, a permis au groupe Suisse de convaincre les autorités municipales de la justesse de ce projet sans tenir compte du coût évalué à plusieurs milliards de francs CFA et dont le financement sera entièrement supporté par des investisseurs Suisse. Lors de la dernière session du Conseil municipal, les conseillers municipaux avaient autorisé le maire de Libreville à signer deux conventions d'un bail de longue durée visant principalement l'aménagement de la place de l'ex-gare routière et celle du jardin de la Peyrie.

Pour la municipalité de Libreville, cela voudrait dire transformation en profondeur de ces zones en espace de prospection et de prospérité économique et sociale. «Le futur marché de Libreville se veut le centre, sinon le cœur de notre ville. Sur le plan administratif, il y aura des bureaux, ce sera un centre d'animation continu adapté à l'heure de l'émergence prônée par le Chef de l'Etat gabonais », a argumenté Jean François Ntoutoume Emane. Pour le Maire de Libreville, il appartient désormais aux autorités municipales d'examiner les deux maquettes afin de donner leurs avis. D'après le Maire Jean François Ntoutoume Emane, les experts reviendront à Libreville, au mois de mars 2012, avec le produit finalisé devant être présenté aux gouvernants avant la phase d'exécution. La cérémonie présidée par l'édile de la commune de Libreville a enregistré les présences des maires adjoints et des six arrondissements que compte la capitale gabonaise.

L'actuel marché de Libreville a été construit dans les années 1970 et

ne répond plus à l'expansion qu'il vit depuis plusieurs années. En outre, il a subi de nombreux incendies qui ont réduit considérablement les structures déjà vétustes.

LMR (Source: gabonews.com)

Cotecna :

Le laboratoire de Cotecna a reçu la certification GAFTA, en septembre 2010. Grâce à cette Certification, ce laboratoire d'analyses, basé à Alexandrie, pourra émettre des certificats d'analyse pour les céréales, conformément au plan d'analyse agréé par la Grain and Feed Trade Association. Cotecna Egypte réalise des inspections, des contrôles, des analyses et, en tant que laboratoire certifié GAFTA, vérifie que la qualité et les conditions de commercialisation des céréales sont conformes aux modalités contractuelles de la GAFTA. Cotecna Egypte est habilitée à dresser des rapports, délivrer des certificats relatifs à ses opérations et proposer des services de conseil. Le laboratoire de Cotecna à Alexandrie, situé près du port de Dekheila - principal port de réception des céréales en Egypte et au Moyen-Orient -, est le seul laboratoire d'analyse agréé par la GAFTA au Moyen-Orient, hormis Israël. Les services du laboratoire de Cotecna Egypte vont être étendus à une grande variété d'analyses en vue de répondre aux exigences des clients locaux et internationaux, qui n'auront plus besoin d'envoyer leurs échantillons à l'étranger. Cotecna Egypte est enregistrée auprès de la GASC (General Authority for Supply Commodities) et procède à ce titre à des analyses sur le blé et les huiles comestibles dans le pays d'origine. Le blé est l'une des

principales importations du pays, sa consommation par personne étant parmi les plus élevées au monde.

Togo : Le 26 novembre 2010, Cotecna, a signé un contrat avec le ministre de l'Economie et des Finances du Togo pour le contrôle des marchandises déclarées en transit. Cotecna a ainsi été mandatée pour mettre en place et gérer un système de suivi à distance des moyens de transports terrestres au cours de leur cheminement jusqu'aux frontières du territoire togolais au moyen d'un système électronique de suivi par balises mobiles « GPS/GSM GPRS ». Le démarrage de ce contrat de cinq ans, dénommé SSE, est prévue pour le 1er juin 2011 et concerne les marchandises en transit sur tout le territoire togolais. Ce nouveau service fourni aux douanes du Togo est le deuxième contrat de ce type pour Cotecna après celui signé au Sénégal en mars 2008.

Mission commerciale suisse en Egypte

Une mission économique suisse s'est rendue en Egypte, du 30 novembre au 2 décembre 2010, dans le but de renforcer les relations économiques entre la Suisse et l'Egypte. Cette mission est la suite de celles effectuées respectivement en 2008, en Egypte, par l'actuelle présidente de la Confédération suisse, Mme Doris Leuthard, en sa qualité de Cheffe du département fédéral de l'économie (ministre des Affaires économiques), et en 2009, en Suisse, par le ministre égyptien du Commerce, M. Mohamed Rachid. Elle a été organisée par l'ambassade de Suisse en Egypte, en collaboration avec l'Office suisse du

commerce extérieur (OSEC) et le Centre suisse de promotion du commerce et de l'investissement. La mission était composée de représentants d'entreprises suisses, ainsi que des différentes Chambres et associations de commerce. Durant leur séjour, les membres de la mission économique suisse ont eu des rencontres avec les milieux d'affaires égyptiens évaluant notamment dans les domaines de l'alimentation, de la santé (équipement médical, distribution de produits pharmaceutiques), du management et des services. Elle a également visité l'Autorité générale des zones franches (GAFI) et participé à un séminaire, aux côtés de nombreux hauts responsables de l'Etat, dont les présidents du GAFI, M. Osama Saleh, de l'Autorité du développement industriel, M. Amr Assal du président et de l'Autorité de développement du commerce intérieur, et M. Amr Talaat. Ce séminaire était présidé par l'ambassadeur de Suisse en Egypte, M. Dominik Furgler. Il était organisé l'ambassade de Suisse en Egypte, en partenariat avec l'Association d'affaires Suisse-Egypte (SEBA), et la GAFI. En marge de la mission, MM. Hani Barakat, président de l'Organisation égyptienne de normalisation, et Philippe van Gils, directeur général de Philip Morris en Egypte, ont signé un accord de partenariat visant à lutter contre la contrefaçon et le commerce illicite. En 2009 le volume des échanges commerciaux entre la Suisse et l'Egypte se sont élevés à 765 millions de francs suisses (400,7 milliards de francs CFA).

LMR (avec ambassade de Suisse au Caire)

PAIX & SÉCURITÉ

DÉFIS SÉCURITAIRES EN L'AFRIQUE

Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève en campagne

A la demande du président de l'Assemblée nationale du Sénégal, le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF) de Genève a organisé récemment à Dakar, un atelier de deux jours sur les « Défis sécuritaires d'Afrique de l'ouest ». Il était destiné aux membres de la Commission défense et sécurité du parlement. Des représentants du ministère des Forces armées, de la gendarmerie, et de la société civile y ont aussi participé. Interview de M. Jean-Jacques Gacon, qui dirigeait les travaux.

Le magazine Reflets : C'est la première fois que le parlement sénégalais organise un séminaire de ce genre. Ce qui veut dire que ces parlementaires veulent renforcer leur capacité à jouer un rôle dans les processus de prévention, de gestion et de résolution des conflits. Quelles en sont les conclusions ?

Jean-Jacques Gacon : La Commission défense et sécurité a émis un certain nombre de recommandations qui incluent le renforcement de ses capacités en matière de contrôle du secteur de la sécurité, la possibilité d'organiser conjointement avec le parlement de la CEDEAO (Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest), l'Union inter-parlementaire et DCAF, en septembre prochain, un atelier de dimension régionale sur le contrôle parlementaire des questions de défense et de sécurité. Elle a émis aussi une recommandation sur le rôle de l'Assemblée nationale du Sénégal concernant la problématique des armes légères et de petit calibre, des mines antipersonnel. Elle a aussi émis des recommandations sur la contribution du parlement au processus de paix en Casamance, ainsi que sur des questions transfrontalières tant au nord qu'au sud du pays. Elle a également proposé l'établissement d'un compendium de toute la législation qui existe au Sénégal sur la défense et la sécurité. Ce sont là quelques recommandations dont je me rappelle.

LMR : Quel est l'état d'implication des pays africains dans le centre de Genève

J-JG : Nous sommes un Forum intergouvernemental qui travaille sur la gouvernance de la sécurité et la réforme du secteur de la sécurité. Nous travaillons aussi pour appuyer les prises de décisions des gouvernements et des structures supra-étatiques, telles que la CEDEAO, l'Union africaine, visant à améliorer, au sens large, la gouvernance de la sécurité. A ce jour, dans notre Conseil de Fondation, il y a 54 Etats membres. Parmi eux, il y a un certain nombre d'Etats de l'hémisphère

nord, d'autres, de l'hémisphère sud. En tant que responsable de toutes nos opérations en Afrique, j'essaie de stimuler l'adhésion de plus de pays africains, car nous devons avoir plus de voix africaines autour de la table lorsque nous parlons de gouvernance et de sécurité. Aujourd'hui, les Etats africains qui sont membres de notre Conseil de Fondation sont : l'Afrique du Sud, le Nigeria, la Côte-d'Ivoire, qui nous a rejoint en 2000, et récemment le Burkina-Faso. Nous avons entamé le dialogue avec un certain nombre d'Etats africains dont le Sénégal, pour pouvoir élargir cette participation africaine qui est pour moi, très importante.

LMR : Quand vous dites que pour vous, « cette participation africaine est très importante », quels sont les avantages que leur proposez ?

J-JG : Le fait d'adhérer à notre Fondation permet un échange et un partage d'expériences, d'expertise sur des questions qui incluent, par exemple, le rôle de l'exécutif, le rôle des parlementaires et le rôle de la société civile, sur la gouvernance de la sécurité. Donc, je pourrais dire que l'avantage principal de l'adhésion d'un Etat à nos activités, consiste à intégrer un Forum où il y a une expertise à prendre en matière d'amélioration de la gouvernance et de la sécurité. L'autre avantage, c'est de pouvoir bénéficier aussi

d'une dynamique qui vise à renforcer le dialogue, par exemple Sud-Sud sur des questions d'intérêts communs liées à la défense et à la sécurité. Je vous donne un exemple : nous avons d'excellentes relations de travail avec la Commission de la CEDEAO et avec son parlement. Nous avons également développé des relations de travail avec la SADC (Communauté pour le développement de l'Afrique australe). Or, il n'y a pas forcément de relations directes entre la SADC et la CEDEAO qui sont effectivement, deux organisations régionales de contextes différents. Mais il y a quand même des problématiques qui sont communes, telle que la criminalité transfrontalière. Vous ne pouvez intervenir efficacement sur la criminalité transfrontalière que si vous avez un dialogue au niveau des sous-régions sur la problématique de défense et de sécurité. Pouvoir échanger aussi sur des expériences réciproques de l'Afrique australe et de l'Afrique de l'Ouest peut amener, éventuellement, à trouver des solutions novatrices en Afrique de l'Ouest, en prenant exemple de ce qui se passe en Afrique australe, et vice-versa. Notre rôle, quelque part, est celui de promoteur de dialogue, de facilitateur, et certainement, en étant membre de notre Conseil de Fondation, tous ces échanges sont facilités pour un pays. Nous pouvons



aussi travailler sur un appui qui peut provenir de certains autres Etats membres. Nous comptons parmi eux, la Norvège, la Suède, le Canada, etc... qui sont des pays qui veulent promouvoir un meilleur respect de certaines normes internationales, comme l'Etat de droit, le respect des droits de l'homme. Ils ont une expertise à différents niveaux : au niveau exécutif, législatif. Par leurs expériences propres au niveau national, ils peuvent aider certains Etats du continent africain qui aimeraient

peut-être à aller dans cette direction.

L'idée principale n'est pas d'établir une dépendance Nord-Sud, parce que je pense qu'il est beaucoup plus intéressant et utile de renforcer le dialogue Sud-Sud sur les questions de gouvernance et de sécurité plutôt que copier-coller de modèles qui ne sont pas, culturellement, sociologiquement, politiquement adaptés au contexte d'Afrique de l'Ouest, de l'Est, du Centre, etc..

Interview recueillie par IC

MIGRATION

ETAT DE LA MIGRATION DANS LE MONDE

L'OIM publie son rapport annuel 2010

Pour éviter que le monde ne soit pris au dépourvu par l'augmentation persistante des flux migratoires, il faut que les Etats, les organisations internationales et la société civile unissent leurs efforts pour investir dans des moyens qui leur permettent de faire face à ce phénomène. Tel est le message du rapport « Etat de la migration dans le monde 2010 » publié par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le 29 novembre dernier.

Intitulé « L'avenir des migrations : Renforcer les capacités face aux changements », ce rapport soutient que dans un monde où l'évolution démographique, les besoins économiques et les effets des changements environnementaux sont à l'origine de l'accroissement inexorable du nombre de migrants internationaux, les pouvoirs publics et les acteurs non étatiques n'ont pas d'autre choix que de mobiliser des ressources humaines et financières suffisantes, afin que les Etats, la société et les migrants puissent tirer pleinement profit du potentiel qu'offrent les migrations futures.

Comme le relève le rapport 2010, bien que des centaines de millions de dollars soient dépensés chaque année pour renforcer la capacité des Etats à gérer les flux migratoires avec efficacité, les mesures prises pour répondre aux défis et chances actuels ou naissants de la migration sont souvent de courte durée, ponctuelles et fragmentées. Les incidences de cette situation sur la mobilité humaine ainsi que sur le développement économique et social sont profondes et n'épargnent aucun pays. « En négligeant de mettre en place des politiques et des ressources appropriées pour gérer les migrations, on risque de manquer une occasion historique de tirer parti de ce phénomène mondial », déclare le Directeur général de l'OIM, William Lacy Swing. « Etant donné que le rythme de la migration ne ralentit pas, les perspectives dont disposent les Etats pour transformer ses inconvénients en atouts s'amenuisent rapidement ». Si le nombre de migrants internationaux, estimé à 241 millions en 2010, continue de croître au même rythme qu'au cours des 20 dernières années, il pourrait se situer à 405 millions

en 2050. Cette hausse spectaculaire sera provoquée, entre autres, par l'augmentation considérable de main d'œuvre dans les pays en développement qui, de 2,4 milliards de personnes en 2005, devrait passer à 3,6 milliards en 2040, ce qui ne fera que creuser le décalage entre l'offre et la demande de travail à l'échelle mondiale. Cependant, les incidences des modifications de l'environnement influenceront, elles aussi, sur l'évolution future du phénomène migratoire. D'ores et déjà, on constate l'apparition de nouveaux schémas de migration. Les économies émergentes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, par exemple, attirent de plus en plus de migrants en quête de travail, ce qui non seulement témoigne d'un accroissement des mouvements de personnes Sud-Sud, mais met aussi en relief la nécessité, pour ces pays, d'investir dans des programmes et des politiques de gestion des migrations. Le nombre de migrants irréguliers continuera d'augmenter, étant donné que l'offre de travail dans les pays d'origine des migrants est supérieure à la demande dans les pays d'accueil, et que les

voies de migration légale restent l'exception plutôt que la règle. Le rapport attire l'attention sur l'émergence de schémas de migration irrégulière qui mettent en jeu un nombre croissant de mineurs non accompagnés, de demandeurs d'asile, de victimes de la traite, ou de personnes cherchant à fuir les effets des modifications de l'environnement ou du changement climatique et qui, à l'heure actuelle, ne bénéficient guère de protection internationale. Ces groupes resteront un casse-tête pour les Etats et les sociétés, qui ont actuellement du mal à les traiter d'une manière respectueuse de leur dignité humaine. « En l'absence d'un sérieux investissement dans les questions migratoires, il est clair que des questions fondamentales telles que les droits humains des migrants ou leur intégration dans la société d'accueil prendront des proportions de plus en plus dramatiques », ajoute William Lacy Swing. « En investissant dans l'avenir des migrations et en planifiant les flux migratoires futurs, on améliorera l'image des migrants dans l'opinion, qui a été particulièrement mise à mal par la récession économique actuelle, et on contribuera à alléger la pression politique exercée sur les gouvernements pour qu'ils livrent des réponses à court terme à la migration ».